

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** - (2018)  
**Heft:** 6

**Artikel:** Le renseignement durant la guerre du Bush  
**Autor:** Wicht, Paul  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-823424>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 24.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



## Renseignement

### Le renseignement durant la guerre du Bush

**Cap Paul Wicht**

Cdt cp inf mont 7/1

Dans la RMS No. 2/2018, nous avons pu mettre en lumière le procédé tactique de la *Fireforce*. En résumé, celui-ci est basé sur l'emploi d'une force de réaction rapide utilisant une manœuvre bien rodée d'enveloppement vertical. L'un des éléments essentiels pour le déclenchement de la *Fireforce* est le renseignement. En effet, sans ce dernier, il est difficile de donner l'alarme. Dès lors, à la suite de l'article sur la *Fireforce*, la question de la recherche de renseignements durant la guerre du Bush (1964-1979), en Rhodésie, restait un thème à explorer. Ce thème étant très vaste, les quelques paragraphes suivants évoquent l'une des méthodes de recherche de renseignements utilisés avec le plus de succès par les services de renseignement rhodésiens: les opérations sous fausse bannière ou *pseudo operations*.

Avant de débuter notre analyse, il importe de donner quelques éléments de description concernant la Rhodésie et ses forces de sécurité. Le pays est équivalent à 9 fois la taille de la Suisse. De surcroît, les forces terrestres rhodésiennes se composent de 10'800 militaires réguliers et de 15'000 réservistes. La police de ce pays (nommée *British South Africa Police* [BASP] en référence au nom colonial) compte 8'000 actifs et 19'000 réservistes. Quant aux forces aériennes, elles disposent de 8 escadrons opérationnels constitués d'environ 1'300 militaires (Lohman et MacPherson, 1983, pp. 29-30). Au sujet de la partie adverse, les guérilleros seraient environ 50'000.<sup>3</sup>

Nous articulons notre présentation en deux parties. Premièrement, il s'agit d'expliquer quelles sont les racines des services de renseignement rhodésiens ainsi que les circonstances de leur création. Nous verrons à cet effet que la recherche de renseignements évolue réellement grâce à la mise en place de structures institutionnelles, mais aussi en raison de la nature du conflit. Deuxièmement, nous envisageons le développement des *pseudo operations* ainsi que leurs missions.

La guerre du Bush (1972 - 1979) opposa les forces de sécurité de la République de Rhodésie du Sud aux guérilleros de la ZIPRA et de la ZANLA. Elle provoqua la disparition de la Rhodésie de Ian Smith au profit du Zimbabwe de Robert Mugabe.

Source : [mercenary-wars.net/elite-units/selous-scouts.html](http://mercenary-wars.net/elite-units/selous-scouts.html)

Après la Seconde Guerre mondiale, en Rhodésie, la sécurité et le renseignement sont l'affaire de la BASP.<sup>1</sup> En effet, dans le *Police Act* de cette colonie britannique, la police est responsable des problèmes de sécurité nationale (notamment l'espionnage, le risque d'insurrection et le terrorisme). Flower (1987) souligne aussi qu'avant la création d'une armée permanente, seule la police avait de l'expérience dans la recherche de renseignements. Dans ce but, les unités de police possèdent un organe spécialisé : la *Special Branch*. A partir de 1953, nous assistons à une évolution institutionnelle des services de renseignement en Rhodésie. En effet, à cette date, l'Empire britannique souhaite redonner de l'élan aux colonies de la région des grands lacs en créant la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland. Cette dernière regroupe les colonies des actuels Malawi, Zambie et Zimbabwe. La création de cette fédération induit aussi la mise en place de nouvelles institutions à l'instar du *Federal Intelligence and Security Bureau* (FISB). Ce dernier permet de centraliser le renseignement des *Special Branches* des pays membres. Cependant, le FISB ne dispose pas du pouvoir de collecter des renseignements. Il doit le faire au travers des trois corps de police.

Au cours des 10 années d'existence de cette fédération, le nationalisme africain s'est intensifié en Rhodésie. La minorité européenne qui gouverne le pays se sent d'autant plus menacée que la Grande-Bretagne ne reconnaît l'indépendance d'une colonie que dans le cas où sa majorité est au pouvoir : *no independance before majority rule*. Le cours des événements dans cette partie du monde oblige les Rhodésiens à développer une institution permettant d'informer et conseiller directement le Premier ministre. Celle-ci doit pouvoir le renseigner au niveau stratégique, opératif et tactique. En 1963, le Premier ministre rhodésien, Winston Field, nomme à la tête de ce projet Ken Flower, commissaire adjoint au sein de la BASP. Flower débute son mandat par l'étude

<sup>1</sup> La BASP fait référence à la police de la *British South Africa Company* (BSAC).

des structures des services de renseignement étrangers (notamment britannique, états-unien, français, sud-africain, soviétique et portugais). A son avis, la séparation des services responsables de la sécurité intérieure des entités en charge du renseignement extérieur entraîne un manque d'efficience. Cette remarque est certainement liée au fait que la *Special Branch* conduit autant des opérations au sein du territoire rhodésien qu'à l'extérieur de celui-ci. Dès lors, Flower soutient que le KGB serait le service de renseignement le plus efficient en raison de sa structure monolithique (Flower, 1987, p. 16).

Le mandat donné à Flower aboutit à la création de la *Central Intelligence Organisation* (CIO). Cette institution est en charge du renseignement tant intérieur qu'extérieur. Celle-ci est directement subordonnée au Premier ministre rhodésien. La CIO est composé de diverses branches possédant chacune une mission bien déterminée. Au sein de ce service est intégré la *Special Branch* qui est responsable de l'acquisition et de la coordination de tous les renseignements internes. Cependant, et afin de ne pas déstabiliser les opérations en cours de la *Special Branch*, ce dernier est autorisé à opérer hors du territoire rhodésien. Comme nous le verrons plus tard dans cet article, la *Special Branch* accomplit plusieurs opérations de renseignement au sein des pays voisins. Par ailleurs, une partie de la CIO s'occupe de la recherche de renseignements au niveau international et des relations avec les services de renseignements étrangers.<sup>2</sup>

Une question demeure encore. En effet, pour quelle raison, même en temps de guerre, le renseignement est-il l'affaire d'une institution civile ? La réponse se trouve dans la nature du conflit. La Rhodésie fait face à une guerre civile, un conflit asymétrique dont la menace se trouve au sein de la population. En ce sens, seul un service de ce type est en mesure d'avoir constamment le regard posé sur la population civile. En effet, la CIO est constamment présente sur l'ensemble du territoire à travers la *Special Branch*. N'oublions pas que cette dernière est une unité de police. Le renseignement acquis par chaque poste de police lui est donc transmis. Ceci

<sup>2</sup> L'une des première tache de la CIO a notamment été de conseiller le Premier ministre, Ian Smith, au sujet des risques et avantages d'une déclaration unilatérale d'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. A cet effet, le renseignement provient surtout des relations avec les services de renseignement étrangers. Il importe de mentionner que les liens dans ce domaine, au sein de l'Empire britannique, sont très étroits. La plupart des chefs d'antenne ou agents se connaissent d'une manière ou d'une autre, certains ayant même été frères d'armes durant la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs, la Rhodésie peut compter sur l'Afrique du Sud et le Portugal (présent au Mozambique jusqu'en 1975), deux pays également touchés par le nationalisme africain. Grâce à cela, la CIO met en exergue qu'une déclaration unilatérale d'indépendance risque d'isoler le pays. De surcroît, les services de renseignement affirment qu'un tel acte n'est pas soutenu par la minorité européenne et encore moins par la majorité africaine. En effet, ceci pourrait même attiser les sentiments « anti-blancs ». Cependant, ce point de vue n'est pas partagé et pas envisagé par le gouvernement de Ian Smith qui déclare unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie en 1965. Tout au long du conflit, le renseignement politique et stratégique de la CIO offre une image claire du conflit. Ce service de renseignement met plusieurs fois en évidence que l'insurrection ne peut pas être combattue uniquement par des moyens militaires. Il souligne l'importance de l'élargissement des libertés à la majorité africaine.

permet d'analyser le milieu et surtout de percevoir quels sont les événements qui sortent du courant normal. Les Rhodésiens ont compris que pour procéder à la lecture de l'environnement, il faut y avoir vécu, patrouillé et connu la population. Ainsi, la recherche de renseignement s'effectue énormément auprès des habitants et des chefs de villages.

Toutefois, c'est certainement les opérations sous fausse bannière ou *pseudo operations* qui ont permis d'obtenir le plus de renseignements sur les groupes de guérillas.<sup>3</sup> Ce procédé vise à se faire passer pour l'adversaire afin de collecter des informations ou mener des actions de sabotage. L'histoire regorge d'exemple d'utilisation de ce type de subterfuge. A ce titre, souvenons-nous de l'opération *Greif* conduite par Otto Skorzeny durant la contre-attaque allemande dans les Ardennes en décembre 1944.

A partir de 1966, la CIO met en œuvre des *pseudo operations* à l'aide d'anciens guérilleros, appelés *pseudo terrorists*. Ces derniers ont été capturés et retournés par les services de renseignement. Cette technique permet de pénétrer les structures et surtout de détruire les centres de gravité adverses. Les missions des *pseudo terrorists* sont notamment :

- Localiser le groupe terroriste dans une zone particulière, en prétendant faire partie de la même organisation ou unité.
- Obtenir des informations du groupe de guérilleros sur sa façon d'opérer et sur le fonctionnement de sa chaîne de commandement et la structure politique de son groupe. A ce sujet, il s'agit d'observer leurs faiblesses ainsi que les dissensions au sein du groupe ou entre les groupes armés (typiquement les tensions entre la ZANU et la ZAPU).
- Transmettre rapidement des informations aux unités amies.
- Trouver le point d'entrée et le lieu d'entraînement à l'intérieur du pays.
- Pénétrer, isoler et éliminer (ou capturer) les forces insurgées.
- Localiser le groupe de guérilleros pour le détruire et, s'il est de grande taille, déclencher une attaque avec d'autres unités.
- Détruire les infrastructures des insurgés établies au sein de la communauté civile (Melshen, 1986, p. 56).

La cinquième mission illustre le cas de figure où une *Fireforce* peut être déclenchée. A ce titre, la mission du

<sup>3</sup> Les groupes de guérillas sont chacun issus de parties nationalistes africaines. A ce titre, les principaux protagonistes sont la Zimbabwe African National Union (ZANU) de Robert Mugabe et la Zimbabwe African People's Union (ZAPU) de Joshua Nkomo. Ces dernières disposent chacun d'une composante armée. La Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA) – le bras armé de la ZANU et la Zimbabwe People's Revolutionary Army (ZIPRA) – la frange armée de la ZAPU. Les relations entre ces deux groupes sont compliquées. Ceux-ci s'affrontent entre eux ou parfois s'allient contre leur ennemi commun – le gouvernement rhodésien. Au cours du conflit, d'autres groupes armés comme le Front for the Liberation of Zimbabwe (FROLIZI) apparaissent. Cependant, la ZANU et la ZAPU, ainsi que leurs branches armées, restent les principaux protagonistes de la rébellion contre le gouvernement de Ian Smith.

*pseudo terrorist* sera de conduire l'adversaire sur un terrain propice à ce type d'action.

Les *pseudo operations* sont, à partir de 1973, presque entièrement réalisées par le régiment des *Selous Scouts*, créé dans le but d'infiltarer, traquer et embusquer les mouvements de guérilla. Une autonomie totale lui est donnée. Intégrés au sein de l'armée mais devant collaborer étroitement avec la CIO, les *Selous Scouts* opèrent dans des zones du pays dites gelées (*frozen zones*). Cette expression signifie qu'aucune autre unité militaire ou paramilitaire ne peut entrer sur une partie donnée du territoire. Le but est double. Premièrement, il ne faut pas compromettre les *pseudo operations* en cours dans cette région. Deuxièmement, il s'agit d'éviter une rencontre entre des *Selous Scouts*, souvent équipés comme l'adversaire, et une unité amie. Dans ces zones, les *Selous Scouts* établissent plusieurs bases et postes d'observations. De surcroît, ils traquent et embusquent les insurgés. Ces actions sont menées avec ou sans appui d'une *Fireforce*. Tout dépend de l'effectif de l'adversaire rencontré. Une fois l'attaque réalisée, les guérilleros ayant survécu sont capturés et amenés à la base de la pseudo-unité. Bien que les prisonniers soient traités avec humanité pendant les interrogatoires, ils sont rapidement informés de leurs options : coopérer avec les *Selous Scouts* ou être poursuivis en justice pour faire face à une peine de mort certaine. A partir de là, la loyauté des *pseudo-terrorists* est testée dans le terrain, et ces derniers sont utilisés pour dénicher leurs anciens camarades. Dans la mesure du possible, les familles des insurgés sont gardées à la base des *Selous Scouts* pour assurer leur bien-être et lier davantage les pseudo-opérateurs (Causwell, 2018). Généralement les *pseudo terrorists* sont déployés sur une zone frontière. Ils pénètrent dans les pays voisins et retournent directement en Rhodésie afin d'imiter l'infiltration de guérilleros. Ceci permet de localiser les personnes de contact pour les groupes entrant en Rhodésie.

Pour réellement saisir l'impact de telles opérations, nous relatons un épisode d'un *pseudo team*. Il se déroule quelque temps avant la création des *Selous Scouts*. Le 26 janvier 1973, le surveillant général Tommy Peterson, de la *Special Branch*, entreprend de former une *pseudo team* avec du personnel d'origine africaine. Cette équipe est composée de deux détectives du BASP et de deux anciens guérilleros. Ces quatre hommes sont vêtus et équipés de matériels soviétiques ou chinois. Par ailleurs, chacun d'eux reçoit le Petit Livre Rouge afin de peaufiner leur couverture. Ces hommes opèrent dans le nord-est du pays, proche de la ville de Shamva, région où la présence de guérilleros est suspectée. Il se font passer expressément pour des membres de la ZANLA. Les résultats de cette opération sont très encourageants. En effet, même s'ils n'ont rencontré aucun adversaire, ils ont pu identifier un certain nombre de fermiers et d'habitants sympathisants de la ZANLA. Par ailleurs, ceci a permis de mettre en lumière les possibles dissensions entre la ZANLA et la ZANU. A ce propos, trois chefs de tribus, prétendument sympathisants de la ZANU, ont annoncé la présence de guérilleros dans la région. La *pseudo team*

n'a pas eu de preuves de la présence d'adversaires mais a grandement participé à l'intimidation et à la subversion de cette zone. Aussi, dans le but de tuer dans l'oeuf la création de tout réseau de la ZANLA, ils ont accusé huit des plus enthousiastes supporters de ce groupe d'être des informateurs de la police après les avoir ligotés à un arbre. L'histoire ne s'arrête pas là puisque cette équipe continue d'opérer plusieurs mois. D'autres opérations de ce type ont été réalisées par le *Rhodesian Special Air Service* (RSAS) avant que le *Selous Scouts*, unité dédiée à ce procédé, soit créé (Reid-Daly et Stiff, 1983, pp. 24-25).

La technique des *pseudo operations* a évolué durant toute la guerre. Dès lors, il devient de plus en plus important de ne plus compromettre l'identité des *pseudo terrorists*. En effet, pour éliminer le groupe de guérilleros, les opérateurs arrangeant à chaque fois un rendez-vous. Pour éviter d'être découvert, ce ne seront plus les *pseudo teams* qui apparaîtront au lieu de rencontre, mais une *Fireforce*. Par conséquent, l'utilisation conjointe des *pseudo operations* et de la *Fireforce* est responsable de la majorité des pertes des groupes de guérilleros (Melshen, 1986, p. 38). A eux seuls, les *Selous Scouts* ont été crédité de 68% des insurgés tués durant le conflit (*Ibid*, p. 32).

Pour terminer, mentionnons encore que, au cours du conflit, la CIO a également été l'instigatrice de révoltes à l'extérieur du pays. L'indépendance du Mozambique vis-à-vis du Portugal ouvre de nouvelles voies d'infiltration vers la Rhodésie. Dès lors, les services de renseignement rhodésiens ont formé un mouvement de résistance nommé *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO). Le but des Rhodésiens est de créer un foyer d'insécurité au Mozambique, un pays encourageant ouvertement les infiltrations de la ZANLA en Rhodésie. La RENAMO réalise plusieurs raids dans la ville de Maputo, la capitale. Cette organisation a aussi permis d'effectuer des reconnaissances avant les raids lancés par les Rhodésiens sur les camps d'entraînement de la ZANLA au Mozambique.<sup>4</sup> A la fin de la guerre du bush, la RENAMO est toujours subventionnée par la République d'Afrique du Sud. Ce groupe armé existe encore même si un cessez-le-feu a été signé en 2014 avec le *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO), le parti au pouvoir au Mozambique depuis 1975.

Ces quelques paragraphes donnent un aperçu des services de renseignement rhodésiens. Nous observons qu'ils sont le fruit d'une évolution institutionnelle et d'une menace asymétrique. De surcroît, soulignons que les Rhodésiens ont créé un système qui leur est propre. En ce sens, ils n'ont pas uniquement copié une structure existante dans un autre pays. Tout en gardant les branches efficaces, Ken Flower s'est inspiré du meilleur dans le monde du renseignement pour créer la CIO. Cela a permis de créer un service axé sur la menace. De plus, la proximité de ce service avec la population lui a permis de saisir les éléments sortants du courant normal.

<sup>4</sup> Le lecteur intéressé peut lire le récit du raid sur *New Chimoio* au Mozambique de Moorcraft et McLaughlin (2006, pp. 114-117),

La description des opérations sous fausse bannière mises en place par les Rhodésiens met en lumière quatre éléments principaux. Premièrement, elles donnent l'opportunité d'obtenir des informations inédites sur les structures adverses. Au-delà du simple agent double, il est possible de piéger ou de semer le doute rapidement au sein des formations adverses. Deuxièmement, l'autonomie totale donnée aux *Selous Scouts* permet à ce régiment de prendre des initiatives lors des *pseudo operations*, mais aussi de développer ce procédé tout au long du conflit. Troisièmement, l'utilisation de *pseudo terrorists* rend possible de pallier au problème de manque d'effectif au sein de cette unité d'exploration. En effet, seuls quelques militaires sont nécessaires pour encadrer de telles opérations. Le reste de l'équipe est totalement formée d'anciens membres de la guérilla. Quatrièmement, l'utilisation d'anciens guérilleros pour de telles actions de renseignement est l'occasion d'utiliser leurs connaissances de la partie adverse et du milieu.

P. W.

#### Source :

Cocks K. (2015), *Rhodesian Fireforce 1966-80*, Helion, Solihull.

Dozer T.A.L. (2007), « Pseudo-terrorist operation », septembre, disponible à l'adresse URL: [http://selousscouts.tripod.com/pseudo\\_main.htm](http://selousscouts.tripod.com/pseudo_main.htm)

Dozer T.A.L. (2007), « Spec ops. - intelligence gathering », septembre, disponible à l'adresse URL: [http://selousscouts.tripod.com/spec\\_ops\\_intelligence\\_gathering.htm](http://selousscouts.tripod.com/spec_ops_intelligence_gathering.htm)

Causwell X. (2018), « The Logic of Pseudo-Operations: Lessons from the Rhodesian Bush War », mai, disponible à l'adresse URL: <http://georgetownsecuritystudiesreview.org/2018/05/31/the-logic-of-pseudo-operations-lessons-from-the-rhodesian-bush-war/>.

Flower K. (1987), *Serving secretly: Rhodesia's CIO chief on record*, Galago Publishing, Alberton.

Reid-Daly R. et P. Stiff (1983), *Selous Scouts : Top Secret War*, Galago Publishing, Alberton.

Field (2014), « Bsa police general headquarters (PGHQ) », juillet, disponible à l'adresse URL: <http://www.bsap.org/hisstructure.html>

Lohman C. M. et R. I. MacPherson (1983), « Rhodesia: Tactical Victory, Strategic Defeat », *War since 1945 seminar and symposium*, Marine Corps Command and Staff College Marine Corps Development and Education Command Quantico, Virginia.

Melshen P. (1986), *Pseudo operations naval war college* Newport, Rhode Island

Moorcraft P. et P. McLaughlin (2006), *The Rhodesian War A Military History*, Pen & Sword Military, Barnsley.

#### Compte rendu

#### Renseignement et lutte contre le terrorisme

Le Club Participation et Progrès n'a eu de cesse ces quinze dernières années, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, de s'intéresser au terrorisme devenu la « nouvelle menace ». C'est ainsi qu'après les attentats du 11 septembre 2001 et l'irruption de « l'hyper-terrorisme » (F.Heisbourg), à la jonction d'une radicalisation islamique et d'une contestation anti-impérialiste exacerbée, nous avons consacré une journée (le 15 septembre 2002 au Sénat) à nous interroger sur la « protection du territoire national à mettre en place face au terrorisme international ».

C'est dans le même esprit qu'après les attentats plus récents de Paris en 2015, nous avons organisé une réflexion exigeante (le 20 juin 2016 à l'Assemblée Nationale) sur l'indispensable « mobilisation de la nation face au terrorisme international ». Il est clair que dans le combat engagé contre le djihadisme, le renseignement est le premier front de la lutte contre le terrorisme, l'arme stratégique déterminante. C'est pourquoi nous avons souhaité mettre sur pied en 2017 une nouvelle table ronde pour examiner au plus près toutes les voies et mesures susceptibles de rendre le renseignement encore plus efficace. Cet ouvrage reprend les communications de cette table ronde.

Réd. RMS+

Sous la direction de  
Pierre Pascallon

#### Rendre le renseignement plus efficace dans la lutte contre le terrorisme



DÉFENSE

L'Harmattan